



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 13 janvier 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/12/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAVERPLUS

9 et 11 rue de l'Aubetin – Zone Industrielle
77120 COULOMMIERS

Références : E/23-0091

Code AIOT : 0006500665

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2022 dans l'établissement SAVERPLUS implanté 9 et 11 rue de l'Aubetin, Zone Industrielle, 77120 COULOMMIERS. L'inspection a été annoncée le 17/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAVERPLUS (ex. VERRE PLUS)
- 9 et 11 rue de l'Aubetin Zone Industrielle 77120 COULOMMIERS
- Code AIOT : 0006500665
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SAVERPLUS exploite les installations du site de Coulommiers par arrêté préfectoral n° 04 DAI 2 IC 304 du 26 octobre 2004. La société réalise le dépolissage de flacons de verre par voie chimique.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rejets aqueux
- Rejet atmosphériques
- Suite d'inspection du 11/06/2021
- Action régionale 2022 – REACH autorisation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Liquides toxiques - Moyen de secours	Arrêté Préfectoral du 26/10/2004, article 3.V.71.3 et article 4.2	Lettre de suite préfectorale	Arrêté de mise en demeure	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rejet aqueux industriel	Arrêté Préfectoral du 26/10/2004, article 3.I.6.3	/	Sans objet
2	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 26/10/2004, article 3.II.3.2 et 3.II.4	/	Sans objet
4	CLP et produits chimiques – FDS SATINAL	Règlement européen du 18/12/2006, article 31-7-2	Lettre de suite préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site n'a pas répondu à la non-conformité relevée lors de l'inspection du 11/06/2021, à savoir qu'il ne dispose pas de volume requis d'eau disponible pour lutter contre un incendie (au moins égal à 5 m³ par tonne de produits liquides toxiques stocké, soit 18 m³ au total) conformément aux dispositions des articles 4.2 et 3.V.71.3 de l'arrêté préfectoral n° 04 DAI 2 IC 304 du 26 octobre 2004. L'exploitant est en cours de discussions avec le SDIS.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejet aqueux industriel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2004, article 3.1.6.3

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions particulières des rejets eau

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ainsi que les modalités de surveillance ou d'autosurveillance des effluents ci-dessous définies.

Référence du rejet : N°2 (eaux industrielles)

Paramètre	Concentration maximale (mg/l)	Maximum journalier autorisé [kg/j]	Autosurveillance assurée par l'exploitant	
			Type de suivi	Périodicité de la mesure
MEST	22	1,51	ponctuel	hebdomadaire
DCO	139	9,54	ponctuel	hebdomadaire
DBO5	70	5	ponctuel	hebdomadaire
Azote total	300	40	ponctuel	hebdomadaire
Fluorures	11	0,755	ponctuel	hebdomadaire

Paramètre	Prélèvements et analyses par laboratoire agréé	
	Type de suivi	Périodicité de la mesure
MEST	Moyen sur 24 h	annuelle
DCO	Moyen sur 24 h	annuelle
DBO5	Moyen sur 24 h	annuelle
Azote total	Moyen sur 24 h	annuelle
Fluorures	Moyen sur 24 h	annuelle

Constats :

L'exploitant a indiqué réaliser des prélèvements aqueux journaliers (moyenne sur 24h) et faire réaliser des mesures hebdomadaires. Une mesure sur les métaux a lieu tous les trimestres. L'exploitant a communiqué la procédure de prélèvement et de conservation des échantillons, celle-ci est fournie par l'agence de l'eau.

L'exploitant a communiqué le dernier rapport d'analyse daté du 23/11/22, aucune non-conformité n'est relevée. Trois légers dépassements en MES de l'ordre de 25-26 mg/l pour une valeur limite d'émission fixée à 22 mg/l ont été constatés pendant l'année 2022.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2004, article 3.II.3.2 et 3.II.4

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets atmosphériques

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise une surveillance de ses émissions atmosphériques suivant le programme indiqué dans le tableau qui suit:

Installations ou émissaires Concernés	Débit des gaz (m ³ /h)	Paramètres	Valeurs limites	
			Concentration	Flux
Station de lavage des gaz	7500 m ³ /h (extraction)	Chlorure d'hydrogène et autres composés inorganiques gazeux du chlore (exprimés en HCl)	50 mg/Nm ³	375 g/h
Station de lavage des gaz	7500 m ³ /h (extraction)	Fluor et composés inorganiques du fluor (gaz, vésicules et particules), (exprimés en HF)	5 mg/Nm ³ pour les composés gazeux et 5 mg/Nm ³ pour l'ensemble des vésicules et particules	37,5 g/h
Station de lavage des gaz	7500 m ³ /h pour les chaînes (extraction)	Ammoniac	18 mg/Nm ³	135 g/h

Installations ou émissaires concernés	Paramètres	Autosurveillance assurée par l'exploitant	
		Type de suivi	Périodicité de la mesure
Station de lavage des gaz	Acide chlorhydrique Acide fluorhydrique Ammoniac	3 mesures de 30 minutes	Semestrielle

Installations ou émissaires concernés	Paramètres	Prélèvements et analyses par un organisme compétent	
		Type de suivi	Périodicité de la mesure
Station de lavage des gaz	Acide chlorhydrique Acide fluorhydrique Ammoniac	3 mesures de 30 minutes	Annuelle

Un état récapitulatif des analyses et mesures effectuées en application du présent paragraphe est transmis à l'inspection des installations classées, tous les semestres, sous une forme synthétique, accompagné de commentaires expliquant les dépassements constatés, leur durée ainsi que les dispositions prises afin d'y remédier et qu'ils ne puissent se reproduire.

Les mesures et analyses, pratiquées par l'exploitant ou un organisme extérieur, sont conformes à celles définies par les normes françaises ou européennes en vigueur.

Constats :



Le site dispose de deux laveurs de gaz (un acide et un basique). Un laboratoire extérieur (le laboratoire MAPE) réalise des analyses deux fois par an. Le dernier rapport daté du 31/05/2022 a été fourni, aucune non-conformité n'a été relevée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Liquides toxiques – Moyen de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2004, article 3.V.71.3 et article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Besoin en eau pour lutter contre un incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui
Prescription contrôlée : Article 4.2 : Le volume d'eau disponible pour lutter contre un incendie est au moins égal à 5 m ³ par tonne de produits stockés lorsqu'il n'existe pas d'installations fixes d'extinction. Lorsqu'il existe une installation fixe d'extinction, le volume d'eau disponible pour permettre une application d'au moins 2 heures.
Constats : La non-conformité n°1.3 relevée lors de l'inspection du 11/06/2021, à savoir : <i>"Le site ne dispose pas de volume requis d'eau disponible pour lutter contre un incendie (au moins égal à 5 m³ par tonne de produits liquides toxiques stocké, soit 18 m³ au total) conformément aux dispositions de l'article 3.V.71.3 de l'arrêté préfectoral n° 04 DAI 2 IC 304 du 26 octobre 2004."</i> n'est pas levée. Des discussions sont en cours afin d'identifier la quantité d'eau incendie disponible pour le site et la mise en place éventuelle d'une réserve d'eau supplémentaire. Une réunion avec le SDIS est en attente et un exercice incendie avec le SDIS aura lieu courant du premier semestre 2023. L'exploitant devra indiquer, sous trois mois, à l'inspection des installations classées, les suites qu'il entend mettre en oeuvre afin de répondre à cette non-conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Arrêté de mise en demeure
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31-7-2 et FDS du SANITAL	
Thème(s) : Produits chimiques, Stockage et moyen de lutte contre l'incendie	
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui	
Prescription contrôlée : 7.2. Stockage Préciser les conditions nécessaires pour garantir la sécurité du stockage, telles que: — la conception particulière des locaux de stockage ou des réservoirs (y compris cloisons de confinement et ventilation), les matières incompatibles, les conditions de stockage (température et limites/plage d'humidité, lumière, gaz inertes, etc.), l'équipement électrique spécial et la prévention de l'accumulation d'électricité statique. Le cas échéant, indiquer les quantités limites pouvant être stockées. Fournir en particulier toute indication particulière telle que le type de matériau utilisé pour l'emballage/conteneur de la substance ou de la préparation.	
Étiquetage Conformité à la FDS du SANITAL : - pictogrammes de danger - mentions de danger H301 Toxique en cas d'ingestion H314 Provoque des brûlures de la peau et des lésions oculaires graves	 
Constats : L'exploitant a communiqué les fiches de données de sécurité à jour du SATINAL, de l'acide sulfurique, de la lessive de potasse et de l'acide fluorhydrique. Lors de l'inspection du 11/06/2021, il avait été demandé à l'exploitant de mettre en place une identification au sol de la zone de stockage du SATINAL ainsi que l'affichage des pictogrammes de danger et des moyens d'extinction appropriés. Lors de l'inspection du 09/12/2022, nous avons pu constater des aménagements apportés pour répondre à cette non-conformité.	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites : Sans objet	



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France

Le Préfet de Seine-et-Marne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Arrêté préfectoral n° 2023/DRIAT/UD77/ XXX du XX XXXX 2023
de mise en demeure à l'encontre de la société SAVERPLUS sis
9 et 11 rue de l'Aubetin – Zone Industrielle
à COULOMMIERS (77120)

VU le Code de l'environnement, notamment le titre 1er du livre V de ses parties législatives et réglementaires relatives aux « installations classées pour la protection de l'environnement », et ses articles L. 171-6 ; L. 171-8 ; L. 511-1 ; L. 514-5 ;

VU le décret du Président de la République en date du 30 juin 2021 portant nomination de Monsieur Lionel BEFFRE, préfet de Seine-et-Marne (hors classe) ;

VU l'arrêté n°22/BC/063 du 20 juillet 2022 du préfet de Seine-et-Marne portant délégation de signature à Mme Emmanuelle GAY, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04 DAI 2 IC 304 du 26 octobre 2004 régissant les activités du site SAVERPLUS de Coulommiers ;

VU le rapport du 13 janvier 2023 de l'inspection des Installations Classées proposant à Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne de mettre en demeure la société SAVERPLUS de respecter les dispositions des articles 4.2 et 3.V.7.1.3 de l'arrêté préfectoral n° 04 DAI 2 IC 304 du 26 octobre 2004 relatif à son site sis 9 et 11 rue de l'Aubetin – Zone Industrielle à COULOMMIERS (77120) ;

VU le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure transmis par courrier n°E/23-0091 du 13 janvier 2023 ;

Vu l'absence d'observations formulées par la société SAVERPLUS sur le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure transmis,

CONSIDÉRANT que le site exploité par la société SAVERPLUS sur le territoire de la commune de COULOMMIERS est un établissement comportant des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises au régime de l'autorisation, dont les risques et nuisances sont réglementés par l'arrêté préfectoral n° 04 DAI 2 IC 304 du 26 octobre 2004 ;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté, lors des visites d'inspections du 11 juin 2021 et du 09 décembre 2022, que le site ne disposait pas des ressources en eaux prévues aux articles 4.2 et 3.V.7.1.3 de l'arrêté préfectoral n° 04 DAI 2 IC 304 du 26 octobre 2004 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant ne respecte pas les prescriptions des articles 4.2 et 3.V.7.1.3 de l'arrêté préfectoral n° 04 DAI 2 IC 304 du 26 octobre 2004 ;

CONSIDÉRANT que des non-conformités vis-à-vis de la réglementation en vigueur ont été mises en évidence lors des visites d'inspections du 11 juin 2021 et du 09 décembre 2022 ;

CONSIDÉRANT que les installations précitées peuvent présenter de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement et peuvent être à l'origine d'un incident ou d'un accident ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8-I du Code de l'Environnement afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne :

ARRÊTE

Article premier :

La société SAVERPLUS, dont le siège est situé au 9 et 11 rue de l'Aubetin – Zone Industrielle à COULOMMIERS (77120), pour son site situé à la même adresse, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 4.2 et 3.V.7.1.3 de l'arrêté préfectoral n° 04 DAI 2 IC 304 du 26 octobre 2004, dans un délai d'un mois, notamment :

- En identifiant la quantité d'eau incendie disponible pour le site,
- En mettant en place éventuellement une réserve d'eau supplémentaire ou une installation fixe d'extinction afin de disposer du volume d'eau disponible requis pour lutter contre un incendie, à savoir :

"Le volume d'eau disponible pour lutter contre un incendie est au moins égal à 5 m³ par tonne de produits liquides toxiques stocké lorsqu'il n'existe pas d'installations fixes d'extinction. Lorsqu'il existe une installation fixe d'extinction, le volume d'eau disponible doit permettre une application d'au moins 2 heures."

Article 2 : SANCTIONS

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article 1er du présent arrêté dans les délais imposés, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8-II du Code de l'Environnement.

Article 3 : FRAIS

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 4 : INFORMATIONS DES TIERS

Une copie du présent arrêté est publiée sur le site Internet des services de l'État de la Préfecture de Seine-et-Marne (<http://www.seine-et-marne.gouv.fr/>), pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : NOTIFICATION ET EXÉCUTION

- le Secrétaire Général de la Préfecture,
 - le Sous-Préfet de Meaux,
 - le Maire de COULOMMIERS,
 - la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France,
 - la Cheffe de l'Unité Départementale de Seine-et-Marne de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports (DRIEAT) d'Île-de-France,
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera notifiée à l'exploitant sous pli recommandé avec avis de réception.

Melun, le xx xxx xxx

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice empêchée,
L'adjointe de la Cheffe de l'Unité Départementale
de Seine-et-Marne,

Kim LOISELEUR

Destinataires d'une copie par mail :

- la Préfecture de Seine-et-Marne (DCSE),
- le Sous-Préfet de Meaux,
- le Maire de Coulommiers,
- le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS),
- le Directeur Départemental des Territoires (DDT).

Délais et voies de recours :

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 – MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne.

Le délai court à compter du premier jour de publication de la décision. La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux.

